

Stop à l'Austérité

Les mesures prédatrices du Conseil d'Etat et la crise institutionnelle

Non à une cure d'austérité sans fin pour la majorité ! PAGES 4-11

La dette ou la Tartufferie du siècle

62 personnes détiennent plus de moyens d'existence que 3,5 milliards de personnes. Tant qu'on n'aura pas trouvé une solution à ce problème, les 3,5 milliards de personnes qui doivent vivre avec moins de deux dollars par jour seront enfoncées collectivement et individuellement dans la plus crasse des misères.

D'où provient-elle cette dette ?

Tout commence doucement, comme une tragédie, par la possibilité qu'un groupe de personnes, les capitalistes, une minorité, monopolise le pouvoir et s'arroge le droit d'accaparer toute la richesse créée par le travail d'un autre groupe de personnes, d'abord esclaves, puis serfs ou servants féodaux, puis salariées/salariés dans les conditions du capital, l'immense majorité.

Comment cela a-t-il été possible ?

« Certains ont économisé et d'autres pas » dira-t-on. Ce n'est pas si simple. Au 18e siècle, il a suffi de transformer le pactole des féodaux et des bourgeois de l'époque en propriété lucrative, c'est-à-dire en capital, une forme de propriété qui permet d'accaparer une partie du travail de celles/ceux qui n'ont « que » leur faculté de faire à faire valoir.

A partir de cela tout continue avec des propriétaires qui s'accaparent la

SUITE PAGES 2-3

ASSEMBLÉE PUBLIQUE

**Pour débattre ensemble de la situation • Pour renforcer le camp des salarié-e-s et des milieux populaires contre les politiques néolibérales •
Pour préparer la manifestation unitaire du 28 mai contre l'austérité**

Intervenants : Eric Decarro (SSP), Laurent Tettamanti (MvRC)

29 AVRIL
19H30

Maison des associations
Salle Rachel Carson

formidable croissance de la productivité du travail. Le hic, c'est qu'en soi l'argent ne rapporte rien, il doit être placé de telle manière qu'il puisse se saisir de la richesse qu'il veut représenter. D'où vient-elle cette richesse ? Du travail humain évidemment. Le tour est joué, il n'y a qu'à faire travailler les autres et les payer moins que ce qu'ils produisent.

Au début le stratagème semble bien fonctionner

Puis les problèmes surgissent : tout se passe comme s'il y avait trop de capital. Impossible, le capital c'est la richesse, il n'y en a jamais trop ! Pourtant les faits sont têtus, on ne sait plus où placer le capital de manière rentable ; s'il ne rapporte rien, il ne recevra plus de soutien populaire, il sera en danger.

Certes les besoins ne sont pas tous couverts, mais que faire lorsque les gens n'ont pas d'argent pour se les offrir ? On les rejette dans la sphère du travail gratuit en sachant que les gens des peuples, les femmes surtout, feront tout pour les satisfaire. L'amour remplacera bien la richesse !

Cependant le travail gratuit n'est pas rentable. « Ce n'est pas du vrai travail » pense-t-on. Rien ne peut remplacer le travail salarié pour rentabiliser le capital.

Que faire alors ?

Exploiter encore plus, aller produire ailleurs, là où le travail est moins cher, laisser crever nos industries non rentables. Oui, cela semble marcher un moment, mais après c'est pire, la masse de capital à rentabiliser est toujours plus grande. On peut

évidemment ouvrir des nouveaux domaines où spéculer, par exemple les

céréales, la nourriture des plus pauvres, pressurer les salaires pour les faire encore baisser, spéculer sur l'immobilier, etc., mais cela, on le fait déjà.

Les idées les plus « géniales », mais aussi les plus odieuses

Elles sont venues des libéraux : première idée « géniale », transformer tout le bien encore commun en produits marchands, autrement dit faire en sorte que les maladies, les accidents, l'enseignement deviennent des marchandises jetées sur les marchés pour être « sous traitées » avec profit par des entreprises privées. Deuxième idée « géniale », fourguer le capital « inclassable » dans un pot commun, la sphère financière, laisser cette dernière macérer dans sa propre fange, faire de l'argent avec de l'argent. « Mais celui-ci ne vaut rien » diront les personnes les plus censées. Elles auront raison, le problème c'est qu'il n'y a pas d'autre solution. Troisième idée « géniale », développer la dette.

On en est là

Toujours plus de capital à nourrir en profit, des capacités productives illimitées face à des marchés exsangues constitués de « consommateurs » de plus en plus fauchés et concentrés dans des centres industriels où les médias aux mains et aux ordres des capitalistes dictent ce qui est bon ou mauvais : le bon, c'est la marchandise, elle vaut son prix (excuse-moi lecteur, mais c'est le langage des économistes) ; le mauvais c'est le bien commun, il ne mène pas au profit.

Il a fallu 150 ans pour en arriver là, des monceaux de capitaux aux mains de 62

super riches qui entendent continuer à amasser le même type de richesse, du capital, encore du capital, toujours plus de capital, qu'ils utilisent comme trésor de guerre pour mater les peuples.

Le mot est lancé : mater les peuples pour qu'ils acceptent la Tartufferie ; prétendre que le capital est la source de la richesse, alors que sa fonction est l'inverse, faire de la rétention de richesse, neutraliser le travail en en confisquant le produit, subtiliser les moyens matériels des peuples de penser l'avenir.

Un mauvais partage ?

La dette ne résulte pas d'un mauvais partage. En réalité les capitalistes ne produisent rien, ils n'ont donc rien à partager, tout ce qu'ils ont accumulé résulte d'un vol de classe. L'organisation de ce vol est devenue une industrie de gros rapport. La fonction de l'appareil financier n'a en effet que le profit comme but. La preuve ? Les personnes qui y travaillent doivent impérativement faire fructifier l'argent dont elles ont la charge, elles le font « travailler » quelle que soit sa provenance, des dettes ou toute autre forme de capital. Les dettes sont en effet du capital rapportant gros, elles sont d'excellents moyens de chantage.

Cessons de rêver

Nous sommes nombreux à le croire : on pourrait prendre le capital des super riches pour l'affecter ailleurs, dans des domaines moins destructeurs. C'est croire qu'on pourrait utiliser la bombe atomique pour pacifier une région. Cela ne pacifierait rien, ça ne ferait que détruire ce qu'on veut pacifier et nous plonger dans le désastre absolu. Il faudra au contraire commencer par

neutraliser la bombe pour pouvoir faire autre chose, par exemple organiser les populations du monde entier pour produire ce qui nourrira les 3,5 milliards de personnes peu ou mal nourries.

« Noble but, mais vœux pieux »

C'est ce que les sceptiques diront avec condescendance. Et ils continueront de s'autodétruire. Nous, nous disons que les buts guident les pratiques humaines et que le pire n'est pas notre seul horizon. Si le formidable développement de notre savoir peut être utilisé pour développer des armes de destruction massive, il peut aussi être utilisé pour vaincre la misère et lutter contre les désastres environnementaux. Chacun doit et peut choisir son camp : ou le peuple maître de son destin et de ses lois, ou le rapt de classe conduit par les hyper riches. Ceux-ci ne sont pas une fatalité ! Nous sommes tous coresponsables et coauteurs de notre destin.

Contre-attaquer

Les formidables mouvements de salariés de fin 2015 n'étaient pas que de la résistance, ils comportaient aussi des ingrédients de contre-attaque. Lorsque les fonctionnaires refusent des coupes budgétaires exigées par les fanatiques du libéralisme, ils exigent aussi à la fois que le savoir soit accessible à tous et que leurs conditions de travail (nombre d'élèves par classe, nombre d'heures pour préparer les cours, etc.) permettent de diffuser un savoir universel qui tienne compte des aptitudes heureusement très diversifiées des élèves. La contre-attaque est déjà dans le fruit, celui-ci doit encore mûrir ! •

NON à une cure d'austérité sans fin pour la majorité ! aux cadeaux fiscaux à répétition pour une minorité !

CURE D'AUSTÉRITÉ DRASTIQUE POUR LES UNS...

En septembre dernier, le Conseil d'Etat a annoncé des « mesures structurelles » visant, dans les 3 ans à venir, à réduire de 5 % les dépenses de personnel ainsi que les subventions aux institutions publiques (Hôpitaux Universitaires de Genève, TPG, Hospice général, SIG, etc.) et aux associations non-lucratives qui assument des missions d'intérêt général.

Les économies escomptées se montent à 120 millions de francs pour le personnel et 190 millions pour les subventions, soit au total 310 millions d'économies sur ces deux postes.

Difficile de s'imaginer la brutalité de ces mesures qui vont frapper de plein fouet les milieux populaires à travers la réduction des prestations aux usagers (santé, éducation et formation, dépenses sociales, mesures environnementales, logement, sécurité et conditions dans les prisons, etc.). On peut se représenter l'Etat de Genève, avec les institutions qu'il subventionne, comme un lourd paquebot auquel on intimerait soudain l'ordre de faire machine arrière toute !

A elle seule, la réduction de 120 millions des dépenses pour le personnel

4 équivaut à la suppression de quelque 1200 postes de travail !

Tout cela au moment où la population du canton ne cesse de croître, où l'on annonce pour ces prochaines années 2500 élèves de plus dans l'enseignement public, où les personnes qui dépendent de l'aide sociale ont augmenté de 62 % en 5 ans, où il faudra répondre aux besoins qu'implique le vieillissement de la population.

Ces politiques du Conseil d'Etat vont nous précipiter dans une spirale d'appauvrissement de la population. Tous seront frappés : les chômeurs/euses, les bénéficiaires de prestations complémentaires et de l'aide sociale, les locataires, les salariés du privé comme du public, les handicapé-e-s, les femmes et leurs associations, les retraité-e-s, les patient-e-s des hôpitaux publics, ceux de l'aide à domicile, des EMS ou des institutions sociales, les artistes et les milieux culturels, les élèves et apprenti-e-s et leurs parents, les étudiant-e-s, les défenseurs de l'environnement, les immigré-e-s, les réfugié-e-s, les milieux associatifs, les œuvres d'entraide, les associations d'aide au développement, etc. etc.

La politique du Conseil d'Etat revient par ailleurs à considérer le travail des salariés de la fonction publique uniquement comme coût, ce qui nie le fait que ce travail produit aussi de la richesse, celle-ci ne s'exprimant pas que dans du profit, mais

essentiellement dans des services aux personnes. Cette politique repose sur la conception absurde que seul le travail générant du profit est productif.

CADEAU FISCAL PRINCIER POUR LES AUTRES...

En même temps qu'il annonce des mesures d'économie drastiques aux dépens des citoyen-e-s, le Conseil d'Etat envisage d'accorder un colossal cadeau fiscal aux gros financiers et capitalistes en proposant une réforme dite « réforme III des entreprises » qui fixerait un taux unique (13 %) d'imposition des profits, privant ainsi le canton de 700 millions à 1 milliard de recettes fiscales ! Ce cadeau cantonal serait en effet complété par un cadeau fédéral qui alourdirait fortement l'addition (**voir l'encadré page 11**) ! Les communes seront elles aussi touchées : la Ville de Genève devrait ainsi subir une baisse de ses recettes fiscales de 60 à 90 millions de francs par an.

Cette politique qui consiste à accorder des cadeaux fiscaux à répétition aux privilégiés tandis qu'on impose des politiques d'austérité drastique à la majorité de la population est intolérable !

Rappelons que les classes possédantes ont bénéficié depuis l'an 2000 de 13 mesures de réduction de leurs impôts qui privent aujourd'hui déjà le canton de 1 milliard de recettes annuelles et constituent la principale cause de son endettement ces dernières années.

Le Conseil d'Etat croit-il vraiment qu'après avoir opéré cette saignée dans les emplois et les subventions

publiques, l'économie genevoise va rebondir grâce aux cadeaux fiscaux aux entreprises privées ? Ces cadeaux profiteront pour l'essentiel aux grandes entreprises, aux banques et aux multinationales. Ils ne seront pas nécessairement investis, vu la spirale d'appauvrissement des milieux populaires de ce canton, qui déprimera leur demande en biens et services. Ils seront bien plutôt placés sur les marchés financiers où ils grossiront les masses de capitaux à nourrir en profits. Ils parasiteront ainsi l'économie réelle, ce qui détruira encore des emplois.

Pour consolider cette « réforme », le Conseil d'Etat organise une « Table ronde » pour tenter de rallier à son projet y compris les partis gouvernementaux de gauche. Suite au vote des citoyens-nes vaudois, qui ne tarderont pas à s'apercevoir des conséquences néfastes de leur vote, certains dans les rangs du parti socialiste aspirent à une telle solution de « consensus ». Plusieurs représentants de ce parti ont d'ores et déjà indiqué leur disponibilité à négocier un accord avec le PLR. Selon eux, cette négociation permettrait « d'éviter le pire », en obtenant quelques miettes en contrepartie. Un marché de dupes, car cette prétendue « solution » ne serait qu'une pilule faisant passer l'essentiel : un cadeau princier aux entreprises et une brutale réduction des recettes publiques. Accepter une telle « pseudo-solution », serait à la fois entériner les politiques d'austérité et cautionner le modèle de société qui sous-tend cette réforme !

LE CONSEIL D'ETAT SE PRÉCIPITE DANS UNE CRISE INSTITUTIONNELLE !

Pour couronner le tout et arriver à ses fins, le Conseil d'Etat, soutenu par la droite parlementaire (PLR, PDC, UDC), n'hésite pas à se précipiter dans une crise institutionnelle.

En effet, suite au refus quasiment unanime du budget 2016 par le Grand Conseil en décembre (96 députés sur 97 l'ont refusé), le gouvernement cantonal a décrété qu'il n'y aurait pas de budget cantonal en 2016 et qu'il passerait directement au budget 2017, cela alors que le Conseil d'Etat avait dès janvier fait mine de relancer les consultations avec les partis pour obtenir un budget 2016, comme il y était tenu par l'accord signé avec la fonction publique.

Selon le président Longchamp, le Conseil d'Etat « n'entend pas perdre de l'énergie pour tenter d'obtenir un budget 2016 », ce serait « du temps gâché », mieux vaut se concentrer sur le budget 2017 et la réforme III de l'imposition des entreprises (**voir l'encadré**) !

C'est une première pour le canton qui devra de ce fait fonctionner sans budget 2016. Une situation très dangereuse pour tous les salariés et pour l'ensemble des milieux populaires.

Par cette décision unilatérale non seulement le Conseil d'Etat viole l'accord qu'il a conclu en décembre avec la fonction publique, mais il garde les mains libres pour gérer les finances

6 2016 comme il l'entend : c'est-à-dire, corriger les douzièmes provisionnels basés sur le budget 2015 en réduisant cette

année déjà de 1% tant les dépenses de personnel que les subventions aux institutions et associations, tout en bloquant ou réduisant les augmentations d'effectifs prévues dans son budget originel 2016 pour la santé et l'éducation, deux secteurs où les besoins sont criants.

En réalité, le gouvernement a vu qu'au sein du Grand Conseil une majorité était prête à voter le budget 2016, mais comme celle-ci, composée de la gauche et du MCG, répondait au moins partiellement aux revendications de la fonction publique et allait à l'encontre des politiques voulues par le Conseil d'Etat et une droite parlementaire de plus en plus agressive (PLR, PDC, UDC), il fallait de toute urgence, au mépris de tout principe démocratique, court-circuiter cette majorité potentielle.

DES MANŒUVRES INDIGNES

Enfin, alors qu'en août 2015 Dal Busco, le Conseiller d'Etat chargé des finances, tirait le signal d'alarme en prétendant que les comptes 2015 allaient se traduire par un déficit de 200 millions, on apprenait fin mars 2016 qu'ils se soldaient en réalité par un boni de 350 millions de francs, soit un écart de 550 millions entre les prévisions d'août 2015 et celles de mars 2016 !

Ce boni a été ensuite transformé en un déficit de 21 millions par de purs artifices comptables, à savoir une provision de 207 millions en faveur de la caisse de retraite du personnel, dont Dal Busco avait opportunément dramatisé la situation quelques jours auparavant, et de 150 millions pour autofinancer intégralement les

investissements, alors que le budget 2015 ne prévoyait de les autofinancer qu'à hauteur de 74 %. Grâce à ce déficit de 21 millions finalement affiché, l'obligation de payer l'annuité 2016 aux salariés de la fonction publique tombait à l'eau, cela alors que l'accord signé avec les organisations de la fonction publique stipulait qu'elle serait versée en cas de comptes 2015 bénéficiaires.

Enfin, en renonçant à tout budget pour 2016, le Conseil d'Etat a purement et simplement annulé le vote de la majorité du parlement (Ensemble à

gauche, parti socialiste, Les Verts, MCG) accordant ladite annuité aux salariés de la fonction publique.

2017 : UNE ÉCHÉANCE EXPLOSIVE !

Le Conseil d'Etat entend tirer les conclusions de la table ronde sur la réforme 3 des entreprises en août et déposer immédiatement ensuite un projet de loi sur cet objet.

Dès lors le budget 2017 sera explosif. En effet, le Conseil d'Etat n'a reculé que pour mieux sauter : il reviendra avec un projet de budget 2017 chargeant le

Les 159 plus grandes entreprises du canton toucheront le jackpot

Dans le cadre de la réforme 3 de l'imposition des entreprises, le Conseil d'Etat veut réduire le taux d'impôt sur les bénéfices des entreprises locales de 24 à 13 % ! Les petites et moyennes entreprises (PME) ne sont pratiquement pas concernées par cette baisse. Selon les statistiques de l'Administration fiscale cantonale portant sur les comptes 2013, sur les quelques 30.000 entreprises du canton, 18.000 (soit plus de 60 %) ne paient pas un sou d'impôt et 6.000 autres (plus de 20 %) ne paient qu'entre 1 et 5.000 francs d'impôt sur leur bénéfice. Ces PME subiront en revanche de plein fouet les effets de la diminution des commandes de l'Etat et du recul de la demande solvable de la population.

Grandes gagnantes de cette baisse du taux d'imposition : les 159 plus grandes entreprises du canton ! En 2013, elles payaient ensemble 684 millions d'impôt, soit 2/3 du produit de l'imposition sur les bénéfices du canton

qui s'élève au total à un peu plus d'un milliard. Elles pourront réduire encore la facture en cumulant la baisse du taux cantonal avec les nouvelles possibilités de déductions fiscales sur les profits que concoctent les Chambres fédérales.

Quant aux multinationales qui bénéficient aujourd'hui d'un régime spécial destiné à les attirer sur notre territoire, il n'est pas vrai qu'avec ce taux unique de 13 %, elles paieront un peu plus d'impôt qu'avant. En cumulant ce taux et en utilisant à plein une seule des 4 possibilités de déductions fiscales que s'approprient à voter les Chambres fédérales, à savoir la possibilité de déduire les dépenses de recherche et développement (y compris celles réalisées à l'étranger) jusqu'à un maximum de 80% du bénéfice imposable, leur profit ne sera en fait imposé qu'à un taux de 2,6 % ! (c'est ce que donne le taux de 13 % appliqué à 20 % de leur profit imposable).

bateau au maximum, puisque – tout comme la Confédération – il entend mettre en œuvre la réforme 3 de l'imposition des entreprises dès le 1er janvier de l'an prochain, ce qui suppose des mesures structurelles d'économies encore plus drastiques que tout ce qu'on a pu imaginer lors des déclarations de Dal Busco en septembre 2015 !

Cette politique du Conseil d'Etat aiguillonné par les parlementaires de droite, ignore le mouvement de la fonction publique de l'automne 2015, un mouvement puissant, du jamais vu à un niveau cantonal. En pleine crise institutionnelle, le gouvernement joue à quitte ou double. En 2017 on risque dès lors d'être confronté à des politiques d'austérité simultanées, et surtout concertées, à tous les niveaux : Confédération, cantons et communes, sans parler du durcissement de la concurrence au niveau des entreprises privées. Un cocktail véritablement explosif qui, s'il se vérifiait, signifierait un saut qualitatif brutal au profit des possédants dans la répartition des richesses.

GENÈVE AU BORD DE LA RUINE ?

Non, bien sûr ! C'est au contraire l'une des régions les plus riches du monde. Il abrite 26.000 millionnaires, dont un grand nombre de multimillionnaires, et un tiers des milliardaires français vivent à Genève. En 2015, les entreprises du canton ont réalisé 26 milliards de profit, soit le double de la dette du canton. Comme le déclarait un représentant

8

d'un des cabinets d'affaires les plus réputés en France, « Genève est un canal de

redistribution des richesses en Europe, puisque la place concentre près de 30 % de la fortune mondiale ». Enfin, on évalue entre 500 millions et 650 millions la fraude fiscale des privilégiés à Genève. Rappelons à ce propos que dans l'affaire des fonds offshore du Panama, la filiale genevoise de Mossack Fonseca a enregistré à elle seule plus de 6000 sociétés écran, soit 17 % de l'ensemble !

« En 2015, les entreprises du canton ont réalisé 26 milliards de profit, soit le double de la dette du canton. »

Mais le Conseil d'Etat n'en a cure. Pour lui, il faut absolument renforcer le modèle actuel, c'est-à-dire attirer les ultra-riches, les multinationales, les banques, les hedge funds qui constituent une bénédiction pour les innombrables avocats d'affaires, banquiers et autres fiscalistes que compte le canton. Le gouvernement alimente ainsi la course insensée à la concurrence fiscale entre les cantons, voire entre les pays, au nom du « renforcement de notre compétitivité ». C'est pourquoi le Conseil d'Etat s'oppose bec et ongles à toute augmentation des impôts des classes privilégiées mais, au contraire, préconise de diminuer l'imposition des fortunes et de faire payer davantage les « classes » moyennes et les pauvres, y compris les personnes qui ne sont actuellement pas taxées pour cause de revenus insuffisants.

LE CONSEIL D'ÉTAT ACCENTUE LA PRÉDATION FINANCIÈRE

En favorisant les multinationales et la finance à Genève, le Conseil d'Etat veut renforcer encore le modèle sur lequel le canton fonctionne, cela bien qu'il soit déjà l'une des plaques tournantes de la prédation mondiale, au détriment des populations les plus pauvres du globe. Genève, Zoug et le Tessin, sont des centres mondiaux du négoce des céréales, du pétrole, des minerais, notamment l'or, et des diamants. Ainsi notre canton continuera d'être un refuge pour l'argent des pires dictateurs et de tous les ultra-riches qui fraudent le fisc dans leur pays, il continuera d'abriter l'argent issu de la corruption, voire de couvrir des activités de blanchiment d'argent sale ou de financement d'activités criminelles (cf. HSBC).

« Nous nous battons non pas pour des chimères, mais parce que nous savons que sous la croûte du capitalisme un autre modèle de société existe. »

Ces politiques sont dictées par la systémique économique et politique en place, elles sont dévastatrices. En effet, partout les milieux dominants qui profitent déjà largement du système s'attaquent à la fonction redistributrice et régulatrice des Etats au nom de la « liberté du marché » et du « sacro-saint profit » ; partout ils privilégient les fonctions sécuritaires et répressives des Etats au détriment des fonctions de protection sociale ; partout ils agressent les droits démocratiques et privatisent

nos biens communs pour ouvrir de nouvelles zones de profit au capital privé ; partout, ils attaquent les emplois et les droits des salarié-e-s. Dans le cadre de ce capitalisme financiarisé, priorité est toujours donnée à l'augmentation des dividendes versés aux actionnaires.

L'an dernier 40 milliards de francs de dividendes ont été versés aux actionnaires par les 25 principaux groupes en Suisse et 304 milliards d'euros ont été versés par les sociétés dans les pays européens. Ce sont deux records ! A cela s'ajoute les augmentations des rémunérations des dirigeants d'entreprise. Par exemple 14 millions pour Sergio Ermotti, dirigeant d'UBS, soit + 25 %, et 71 millions pour les 12 membres du Conseil d'administration, soit + 22 % ! 19 millions pour Tidjane Thiam, le PDG du Crédit Suisse qui, par complaisance à l'égard des actionnaires va supprimer 6000 emplois. Le résultat des courses, c'est l'explosion des inégalités sociales au point que 62 milliardaires possèdent plus que 3,5 milliards d'êtres humains et que 1 % de la population mondiale possèdent plus que tous les autres habitants de la planète.

Ce sont ces mêmes milieux qui prétendent désormais que les ultra-riches sont plus citoyens que les autres parce que, malgré les cadeaux fiscaux qui leur sont octroyés, ils paient plus d'impôts que les autres. Tout cela sape les institutions dites « démocratiques » et conduit à des régimes oligarchiques et répressifs où le fric donne un pouvoir de plus en plus démesuré aux plus riches.

IL FAUT ROMPRE AVEC CE MODÈLE PRÉDATEUR !

IL FAUT UNE SOCIÉTÉ POUR LES ÊTRES HUMAINS ET RESPECTANT LA NATURE !

Lorsque nous combattons les politiques d'austérité, nous combattons le système et les institutions qui les promeuvent, en l'occurrence le Conseil d'Etat. Lorsque nous dénonçons les gigantesques cadeaux fiscaux en faveur des multinationales, c'est pour appeler les peuples à investir les espaces supranationaux pour en prendre le contrôle. C'est l'enjeu des luttes actuelles. Lorsque nous dénonçons le système financier, c'est parce qu'il mène à la corruption. En bref, nous combattons le système pas simplement parce qu'il profite à une minorité, mais parce qu'il nous fait complices de sa prédation, qu'il est de plus en plus destructeur et qu'il faut donc absolument en changer.

Nous nous battons non pas pour des chimères, mais parce que nous savons que sous la croûte du capitalisme un autre modèle de société existe.

Ce modèle de société pourra :

- répondre aux besoins sociaux des populations,

- préserver le bien commun et l'environnement,

- renforcer les droits salariés et citoyens

- instaurer un autre rapport au travail sans chômage, sans précarité, et sans exploitation

- améliorer les conditions de vie des populations et offrir des perspectives aux jeunes

- faire droit au travail des femmes,

- faire que le droit au travail ne dépende pas du profit, mais des besoins des gens.

- favoriser la coopération entre les salarié-e-s et les peuples du monde entier.

Toutes et tous à la manifestation contre l'austérité du 28 mai pour combattre ces mesures anti-populaires

Les chômeurs/euses, les bénéficiaires de prestations complémentaires et de l'aide sociale, les locataires, les salarié-e-s du privé comme du public, les handicapé-e-s, les femmes et leurs associations, les retraité-e-s, les patient-e-s des hôpitaux publics, ceux de l'aide à domicile, des EMS ou des institutions sociales, les artistes et les milieux culturels, les élèves et apprenti-e-s et leurs parents, les étudiant-e-s, les défenseurs de l'environnement, les immigré-e-s, les réfugié-e-s, les milieux associatifs, les œuvres d'entraide, les associations d'aide au développement...

10

Toutes et tous sont visé-e-s !

Cadeau colossal pour le grand patronat au niveau fédéral. Qui en supportera les conséquences ?

Les représentants des milieux dominants mettent les bouchées double pour adopter la réforme 3 de l'imposition des entreprises au niveau fédéral.

Il s'agit d'une part d'accélérer le tempo pour voter celle-ci en juin 2016 avec entrée en vigueur dès janvier 2017. Il s'agit d'autre part de charger le bateau au maximum, afin de procéder à une gigantesque redistribution vers le haut. Comme le dit Sébastien Guex, professeur à l'Université de Lausanne, c'est « le plus colossal cadeau fiscal en faveur du grand patronat depuis la seconde guerre mondiale ».

Si le taux d'imposition sur les profits des entreprises est de la compétence des cantons, le cadre général de cette réforme est fixé au niveau fédéral. La suppression des privilèges fiscaux en faveur des multinationales est une exigence de l'Union Européenne ; elle sert aujourd'hui de prétexte à la bourgeoisie suisse pour une remise en cause fondamentale du rôle de redistribution sociale de l'Etat en faveur des milieux populaires.

Les Chambres fédérales s'apprêtent ainsi à adopter une série de déductions fiscales dont profiteront pour l'essentiel les grandes entreprises :

- *La « patent box » qui permet de déduire du bénéfice imposable les bénéfices générés par les brevets et autres patentes.*

- *Les dépenses de recherche et développement qui pourront être déduites du bénéfice imposable jusqu'à 80 % de celui-ci, y compris les*

dépenses recherches et développement réalisées à l'étranger !

- *Les « intérêts notionnels », un mécanisme totalement fictif qui permet de déduire du bénéfice imposable des entreprises les intérêts que celles-ci auraient encaissés si elles avaient placé leur argent sur les marchés des capitaux au lieu d'investir dans leur propre entreprises.*

- *La taxe au tonnage en faveur des sociétés de transport maritime.*

Les pertes fiscales pour la Confédération peuvent être évaluées, sans crainte d'exagérer, à 5 milliards de francs par an.

Rappelons qu'en 2011, lors de la campagne sur la réforme II des entreprises acceptée d'extrême justesse par les citoyen-e-s, le Conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz nous assurait que la perte pour la Confédération ne serait que de quelque 87 millions. A l'arrivée, il s'est avéré qu'elle se montait à 1,2 milliard de francs !

Ces déductions se répercuteront sur les cantons et les communes, qui verront la facture de leurs baisses du taux d'impôts sur le profit des entreprises s'alourdir singulièrement. Et comme tous veulent mettre en œuvre cette réforme dès le 1er janvier 2017, on risque alors d'être confronté à une triple offensive en matière de politique d'austérité qui frapperont avant tout les milieux populaires et la classe moyenne.

Le MvRC, qu'est-ce donc ?

Nous sommes avant tout un groupe de citoyens ne croyant pas, ou plus, à la possibilité de réformer le capitalisme de l'intérieur. Il faut donc réfléchir à une société sans capital. « Foutaise » diront certains, « du rêve » diront d'autres. Nous répondons : « Non, du réalisme ».

En effet, cessons de nous mettre à genoux devant l'investissement du Veau d'Or capital, investissons ce que chaque être humain porte en lui, sa faculté de faire. Si chaque homme et femme coopère, nous serons capables de produire le bien commun qui protégera tout le monde de la précarité.

A la place d'être contraints de nous mettre à genoux pour un emploi capitaliste le plus souvent mal payé, reprenons le pouvoir sur ce que nous avons de plus précieux, le travail humain, et mettons-le en œuvre sous notre propre bannière. Chacune et chacun travaillera alors quelques heures par jour, en échange nous recevrons toutes et tous de quoi accéder selon nos besoins au bien commun.

C'est pour cette société que nous nous engageons, c'est pour ce combat que le MvRC vous appelle toutes et tous à œuvrer.

Le MvRC, un groupuscule de plus ?

Non, nous ne croyons pas un instant que nous sommes une avant-garde savante appelée à conduire le peuple. Nous sommes un groupe de citoyennes

et citoyens comme d'autres qui se fondera dans un ensemble plus grand dès que l'occasion se présentera, dès que nous sentirons que d'autres mouvements désirant également construire une société basée sur la coopération et libérée des capitalistes émettront les mêmes vœux.

Le MvRC, qui est-ce ?

Des gens des peuples qui veulent faire respecter et conquérir les droits citoyens.

Nous sommes des travailleuses et des travailleurs, des jeunes, des moins jeunes et des plus âgés, des ingénieurs, des écoliers, des étudiants, des personnes victimes du sous-emploi capitaliste, des architectes, des opprimés, des féministes, des personnes victimes de la guerre entre capitalistes, des invalides, des irradiés, des mal nourris, des infirmières, tout ce qui constitue un peuple.

Citoyens et citoyennes, rejoignez-nous, c'est seulement ensemble que nous avons une chance de sauver la civilisation et battre la barbarie.

Mouvement vers la révolution citoyenne • www.mvrc.ch

EMAIL info@mvrc.ch • **FACEBOOK** [mvrc.ch](https://www.facebook.com/mvrc.ch) • **TWITTER** [MvRC_GENEVE](https://twitter.com/MvRC_GENEVE)